



Direction des Achats et de la Logistique
CA/HG

**FOURNITURE DE PAINS ET VIENNOISERIES
POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE 79**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Appel d'Offres Ouvert en application des articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R 2161-2 et s
Du Code de la Commande Publique

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Vendredi 22 Avril 2022 à 12h00

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

La présente consultation est soumise aux dispositions du CCAG/FCS approuvé par l'arrêté du 30 septembre 2021.

Le présent CCAP décrit les éléments complémentaires au CCAG/FCS et les dérogations éventuelles qui sont récapitulées au dernier article.

ARTICLE 2 – OBJET, TYPE ET DUREE

2.1. Objet

La consultation a pour objet la fourniture et la livraison de pains et viennoiseries pour les établissements du GHT 79.

La liste des établissements et des lieux de livraison figure en annexe du présent cahier des clauses administratives particulières.

2.2. Type et durée

Le présent marché est passé sous forme d'un accord-cadre à émission de bons de commande, mono-attributaire, selon les textes en vigueur du Code de la Commande Publique.

Les marchés sont passés pour une période ferme d'un an à compter du 1^{er} septembre 2022.

Ils pourront être reconduits trois fois par période de douze mois au terme de la période ferme. La décision de reconduire ou non les marchés sera prise par le pouvoir adjudicateur par écrit. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché comporte 9 lots dont les détails sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières.

L'expression du besoin par établissement est mentionnée dans les annexes 1 et 2 du CCTP.

A TITRE INDICATIF et non contractuel, les marchés étant passés sans minimum, avec un maximum de 2 510 000 € HT.

Chaque soumissionnaire devra compléter l'annexe 2 et la joindre à son acte d'engagement. Cette annexe sera soumise à la clause de révision de prix du CCAP.

Le fournisseur présentera également son catalogue général correspondant à la catégorie des produits de chaque lot concerné avec mention de la remise éventuelle à appliquer. Ce catalogue ne sera pas soumis à la clause de révision de prix du CCAP mais le taux de remise sera constant pendant toute la durée du marché.

Les formes et conditionnement seront adaptés aux collectivités et seront conformes aux normes en vigueur.

ARTICLE 4 – NORMES

Les fournisseurs proposeront des produits correspondant aux normes en vigueur et applicables aux établissements de santé.

Les normes et spécifications sont celles en vigueur à la date de signature de l'offre par le fournisseur.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des **documents contractuels** visés au CCAG/FCS.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6 – CONTENU ET MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont unitaires et exprimés en € HT et devront être arrondis à deux décimales.

Le soumissionnaire devra compléter l'annexe 2 et la joindre à son acte d'engagement.

Les prix sont fermes la première année puis pourront être révisés.

Si pour des raisons d'offres promotionnelles, lors d'une commande passée par les établissements, les prix unitaires proposés par le titulaire s'avéraient inférieurs au prix figurant sur les bordereaux des prix unitaires, celui-ci fera bénéficier automatiquement la collectivité des prix de l'offre promotionnelle.

ARTICLE 7 – VARIATION DES PRIX

Les prix pourront être révisés aussi bien **à la hausse qu'à la baisse.**

Les nouveaux tarifs sont applicables à compter de la date anniversaire et au moment de la livraison.

Les prix sont définitifs du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 puis pourront être révisés.

7.1. Révision des prix

A la demande du titulaire, les prix pourront être révisés à l'issue de chaque période annuelle des marchés et sera transmise 2 mois avant l'échéance.

7.2. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, les marchés à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation **de plus de 2 %**.

ARTICLE 8 – AVANCES

Conformément à la réglementation en vigueur, une avance forfaitaire sera accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et la durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le soumissionnaire devra indiquer dans l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION

9.1. Modalités facturation

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG/FCS. Les indications suivantes y seront portées :

- nom, adresse et numéro SIRET du titulaire,
- numéro de compte bancaire ou postal identique à celui indiqué sur l'acte d'engagement mentionnant l'**IBAN**,
- numéro et date du marché,
- numéro du bon de commande,
- les fournitures livrées exactement définies,
- les prix unitaires nets HT,
- le montant total HT des fournitures livrées,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date de facturation

La facturation est indépendante pour chaque adhérent, chacun ayant en charge le paiement de ses factures.

/!\ Le titulaire de plusieurs lots présente des factures distinctes pour chaque lot ou une facture globale identifiant distinctement les différents lots (article R.2191-24 du code de la commande publique).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute facture papier sera automatiquement rejetée.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations ;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Délai global de paiement et Suspension du délai de paiement

Conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiements et à l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement pour chaque facture est de 50 jours à compter de la date de mise en ligne de la facture sur le site CHORUS PRO, qui correspond à la date de réception de la demande de paiement par l'établissement et qui constitue le point de départ de délai de paiement.

Tout dépassement du délai entraînera, conformément à la réglementation en vigueur, au versement d'intérêts moratoires.

Les factures erronées, comportant des erreurs sur les quantités, les prix ou faisant l'objet d'une contestation seront rejetées, cette procédure aura pour effet de suspendre le délai de paiement. La reprise du délai se fera par l'envoi par l'entreprise titulaire des justifications demandées. Le nouveau dépôt de la facture sur le site CHORUS PRO fera foi pour le démarrage du nouveau délai global de paiement.

Les factures sont à envoyer comme suit :

Etablissement	Numéro Siret	Code Service	Référence d'engagement
CH Mauléon	267 900 405 00049	0100	Numéro de commande ou à défaut numéro de marché
GHMS du Haut Val de Sèvre et du Mellois	200 052 744 00014		
CH Niort	267 900 017 00018	A	
CH Nord Deux-Sèvres	267 901 213 00012	DSEL	Numéro de commande ou à défaut numéro de marché

Confidentialité

Les titulaires sont tenus au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels ils auraient accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Les titulaires s'engagent à faire respecter ces dispositions par leur personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Les titulaires s'engagent à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que leur aurait confié les membres du GHT 79. Les titulaires, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements parties, s'engagent à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit des établissements parties. La méconnaissance de cette prescription obligerait les titulaires à en couvrir les entières conséquences.

En outre, les titulaires seront tenus de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements parties, qui leur seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Les titulaires assureront donc la protection de toute information et tout document qui leur auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à leurs propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier les titulaires pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements parties ou d'un tiers.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements parties s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues des titulaires.

ARTICLE 10 –MODE DE REGLEMENT

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique par mandat administratif et en application des articles L. 2192-10 à L. 2192-15, R. 2192-10 à R. 2192-15 du Code de la Commande Publique.

Chaque établissement assurera la responsabilité du paiement propre de ses factures. Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier hospitalier de chaque établissement membre du groupement.

Les factures afférentes au paiement seront établies **à chaque bon de commandes**.

ARTICLE 11 - NANTISSEMENT

L'opérateur économique du marché est admis à effectuer le nantissement de son marché. Dans ce cas, les cessions de créances devront être adressées à la Direction des Achats et de la Logistique du Centre Hospitalier de Niort.

CHAPITRE III : EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 12 – MODALITES D'EXECUTION

Les bons de commandes seront adressés au titulaire au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix unitaires hors taxes figurant au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu de se conformer aux indications portées sur le bon de commande, notamment en ce qui concerne les quantités commandées, et supporte dans tous les cas, les frais induits par l'observation des indications portées sur le bon de commande.

12.1. Passation des commandes

Chaque établissement assurera la responsabilité de ses propres commandes.

Le CH de Niort commandera au fur et à mesure des besoins, par télécopie ou téléphone.

Le CHNDS transmettra ses commandes sur la base de dotations mentionnées en annexe 1. Elles pourront être modifiées par la responsable de l'Unité Centrale de Production Alimentaire, au moins 4 jours ouvrés avant les livraisons. Des demandes complémentaires de pains de mie pourront être faites par bons de commande et transmises par télécopie ou courriel. Les brioches et croissants sont fournis dans certains services et exclusivement le dimanche et les jours fériés. Les commandes de viennoiseries se feront par bons de commande signés et reçus par télécopie ou courriel, 24 heures ouvrées avant la livraison.

GH VSM : commande transmise par télécopie 1 fois par semaine (le vendredi).

CH Mauléon : transmettra ses commandes, par mail ou téléphone sur la base de dotations mentionnées en annexe 1. Elles pourront être modifiées en fonction des besoins au moins 24 heures

avant les livraisons. Les brioches et croissants sont fournis exclusivement les jours fériés. Les commandes de viennoiseries se feront minimum 4 jours ouvrées avant la livraison.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité des marchés.

12.2. Conditions de réception et de livraison

Pour l'ensemble des lots :

- La fourniture est livrée franco de port et d'emballage.
- Les véhicules destinés au transport du pain doivent être conformes à la réglementation en vigueur fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables aux transports des aliments.

Les livraisons sont effectuées par le titulaire au lieu, à la date et selon la tranche horaire définis sur le bon de commande établi et signé par la personne habilitée de chaque établissement membre du GHT et/ou selon les mentions portées dans le CCTP et ses annexes.

Les livraisons tiennent compte des contraintes logistiques de chaque établissement.

Les livraisons sur échancier devront parvenir impérativement le jour précisé ; chaque titulaire s'engage à anticiper de manière à ne pas mettre en péril l'approvisionnement des établissements.

Le titulaire s'engage à mettre tous les moyens en œuvre afin d'assurer les livraisons même en cas de circonstances exceptionnelles : grève, plan orsec, ...

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, de changement et d'arrimage incombent au titulaire.

Les livraisons seront obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- le nom du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la référence du bon de commande (numéro),
- la référence et désignations des fournitures, DLU.
- numéro de lot,
- les quantités livrées (détails de conditionnement),
- le nombre de colis,
- le délai de livraison des reliquats.

Toute livraison effectuée dans un état ne permettant pas de garantir l'intégrité des fournitures sera refusée, notification sera faite immédiatement au titulaire afin que celui-ci prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer les livraisons dans des conditions conformes aux clauses du marché.

Les livraisons seront effectuées en présence de la personne habilitée qui a, seul, qualité pour signer les bons de réception des fournitures.

La livraison ne sera considérée comme effectuée qu'après contrôle et signature du bon de livraison par le réceptionnaire ou son représentant.

Le personnel préposé à la livraison doit se conformer aux consignes en vigueur dans l'établissement et dans le service réceptionnaire.

Les fournitures devront être conditionnées dans des emballages alimentaires fournis par le titulaire, par type de fourniture.

En cas d'impossibilité de livrer dans les délais impartis, le titulaire doit en informer l'établissement demandeur par télécopie sans attendre une sollicitation de celui-ci.

12.3. Changement de référence et/ou composition

Dans le cas où la composition est modifiée par le titulaire au cours du marché, cette modification ne peut être effective qu'après l'accord des établissements membres du GHT.

Le titulaire fournit une fiche technique et une fiche nutritionnelle et un échantillon si nécessaire afin que les établissements puissent s'assurer que le produit de substitution bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

CHAPITRE IV – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 13 – PROCEDURES DE VERIFICATION, D'ADMISSION ET D'INEXECUTION

Les vérifications quantitatives et qualitatives auront lieu conformément aux dispositions du CCAG/FCS et complétées comme suite :

13.1. Vérification quantitative

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, ou aux spécifications en vigueur, le pouvoir adjudicateur ou son représentant, pourra mettre le titulaire du marché en demeure soit :

- de reprendre immédiatement l'excédent, si la livraison dépasse la commande ;
- de compléter le manque dans les délais qui lui sont prescrits, si la livraison est inférieure à la commande ;
- en cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bulletin de livraison, ledit bulletin et son duplicata seront rectifiés sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

13.2. Inexécution des engagements du titulaire

Durant l'exécution du marché, en cas d'impossibilité par le titulaire de livrer les produits commandés dans le délai indiqué sur le bon de commande, celui-ci devra signifier au centre hospitalier concerné, par mail le délai de livraison proposé.

Dans l'hypothèse où ce nouveau délai de livraison risquerait d'engendrer une rupture de stock, le centre hospitalier concerné pourra s'approvisionner auprès d'un ou plusieurs fournisseurs aux frais, risques et périls du titulaire en défaut sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

En cas de différence de prix, au détriment de l'établissement adhérent, celle-ci est mise de plein droit à la charge du titulaire et déduite d'une facture présentée à son profit, ou à défaut fait l'objet d'un titre exécutoire émis à son encontre.

ARTICLE 14 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sur simple décision du pouvoir adjudicateur, ou de son représentant, une pénalité de 150 euros à chaque constatation d'une des irrégularités suivantes :

- retard pour effectuer une livraison d'une commande dans sa globalité par rapport au jour de livraison prévu sur le bon de commande. Application pénalité dès J+1.
- retard au niveau des horaires de livraison au-delà de trois livraisons consécutives
- non livraison d'un produit dès le lendemain du constat de sa non-conformité (calibre, intégrité produit-emballage, DLC, température de livraison) et donc refusé.
- Impossibilité de livrer un produit au marché.

ARTICLE 15 – CHANGEMENT ADMINISTRATIF

Tout changement administratif (coordonnées bancaires, adresse, raison sociale, cession,) doit être signalé à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier

Direction des Achats et de la Logistique – Cellule des marchés

40 avenue Charles de Gaulle

79021 NIORT cedex

cellulemarches@ch-niort.fr – tel : 05.49.78.20.58 // fax : 05.49.78.20.56

ARTICLE 16 – ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

CHAPITRE V : RESILIATION

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies Chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de résiliation, le chapitre 6 du CCAG/FCS sera appliqué. En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, l'acheteur public pourra résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours.

CHAPITRE VI : VOIES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)
15, rue de Blossac, BP 541, 86 020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)

Organe chargé des procédures de médiation

Comité Consultatif interrégional de Règlement Amiable des Différends relatifs aux Marchés Publics
103 Bis, Rue Belleville, BP 952, 33 063 BORDEAUX Cedex (05 56 69 27 18)

CHAPITRE VII : DEROGATIONS AU CCAG/FCS

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

- Dérogation à l'article 45 du C.C.A.G./F.C.S. par l'article 13 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 28 du C.C.A.G./F.C.S. par l'article 13 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./F.C.S. par l'article 13 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S. par l'article 13 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à l'article 14 du C.C.A.G./F.C.S. par l'article 14 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à 41 du C.C.A.G./F.C.S. par l'article 7 du présent C.C.A.P.
- Dérogation à 42 du C.C.A.G./F.C.S. par l'article 7 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 19 INFORMATIQUE ET LIBERTES

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la production des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché, et notamment au regard des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 2018 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et du Règlement Général de Protection des Données (RGDP).

ANNEXE

COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES – FOURNITURE DE PAINS ET DE VIENNOISERIES –

Sont membres du groupement les établissements suivants :

Centre Hospitalier de Niort ☎ 05 49 78 20 58 📠 05 49 78 20 56
Direction des Achats et de la Logistique
40 avenue Charles de Gaulle – B.P 70600
79021 Niort cedex
(*Établissement support*)

Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres ☎ 05 49 68 29 09
13 Rue de Brossard – C.S 60199
79205 Parthenay cedex
(*établissement partie*)

Centre hospitalier Mauléon ☎ : 05.49.81.51.42
6 Rue du Chemin vert – B.P 24001
79700 Mauléon
(*établissement partie*)

GHMS DU HAUT VAL DE SEVRE ET DU MELLOIS :
Hôpital local* ☎ 05 49 76 49 76 📠 05 49 76 49 77
13 Rue du Panier Fleury - B.P. 35
79403 Saint-Maixent l'Ecole cedex
(*établissement partie*)

Hôpital local *☎ 05 49 27 44 00 📠 05 49 27 44 05
Zone artisanale La Chagné
79500 Melle
(*établissement partie*)

Maison de retraite Les Fontaines* ☎ 05 49 05 05 27 📠 05 49 05 10 74
55 route de Saint-Maixent
79800 La Mothe St Heray
(*établissement partie*)

*** établissements en direction commune**

L'hôpital de Saint-Maixent est l'établissement "payeur", cependant les livraisons sont distinctes pour chaque site et les facturations devront être identifiées au nom de l'établissement livré.